

**POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DU
PAM EN MATIÈRE DE BONS D'ALIMENTATION ET DE
TRANSFERTS MONÉTAIRES**



CONSULTATION INFORMELLE

15 mars 2011

Programme alimentaire mondial
Rome, Italie

RÉSUMÉ

Le présent document fait le point de la mise en œuvre de la politique relative aux transferts monétaires et aux bons d'alimentation adoptée en 2008 et exposée dans le document intitulé "Bons d'alimentation et transferts monétaires comme instruments d'assistance alimentaire: enjeux et perspectives" (WFP/EB.2/2008/4-B). Depuis lors, le portefeuille de programmes du PAM fondés sur les transferts monétaires et les bons d'alimentation s'est sensiblement étoffé, et des modalités d'exécution, des technologies et des mécanismes de distribution différents sont utilisés selon les contextes. À chaque fois, les programmes reposent sur des évaluations préalables, tiennent compte des meilleures pratiques et sont appuyés par des outils analytiques et des dispositifs de contrôle de l'exécution. Le PAM est ainsi en mesure d'exploiter le bon instrument, au bon moment et au bon endroit.

Grâce à son expérience croissante, le PAM se place au premier rang des intervenants utilisant les transferts monétaires et les bons d'alimentation aux fins de l'assistance alimentaire. Ses activités dans ce domaine ont également montré combien il importait de clairement définir les objectifs des interventions, d'en maîtriser l'expansion, de forger des partenariats solides et de conduire des évaluations d'impact. Dix divisions du PAM, ainsi que les bureaux régionaux et les bureaux de pays, s'emploient à tirer les enseignements des initiatives, à établir des directives et des protocoles, et à renforcer les capacités en interne. Pour que le PAM puisse donner plus d'ampleur aux programmes faisant intervenir des transferts monétaires et des bons d'alimentation, et ce avec efficacité et efficience, il faudra consacrer des investissements à l'élaboration de protocoles et au renforcement des capacités d'analyse, de programmation, de responsabilisation et de gestion des résultats.

INTRODUCTION

1. Les bons d'alimentation et les transferts monétaires sont en passe de se retrouver au cœur des interventions menées en cas de situation d'urgence ou de crise prolongée, ainsi que des systèmes de protection sociale et des filets de sécurité nationaux¹. À la suite de la mise en place en 2008 de la politique en la matière, exposée dans le document intitulé "Bons d'alimentation et transferts monétaires comme instruments d'assistance alimentaire: enjeux et perspectives"², le PAM a rapidement enrichi son expérience de la conception et de la mise en œuvre de programmes reposant sur ces modalités. Il a adopté une approche "prudente mais décidée", s'attachant à se ménager une plus grande souplesse d'intervention pour lutter contre la faim tout en respectant les normes établies de rigueur et d'atténuation des risques lors de la conception et de l'exécution des programmes. Le présent document revient sur les principaux résultats de cette approche équilibrée en faisant le bilan des progrès accomplis depuis 2008 sur fond de transformation, sur les plans culturel et opérationnel, de l'aide alimentaire en assistance alimentaire. Il expose également les enjeux et les priorités pour l'avenir.
2. Le présent document passe en revue les principales caractéristiques et tendances observées dans les opérations du PAM appuyées par des transferts monétaires depuis 2008, expose les problèmes et enjeux récemment apparus, et décrit les points à traiter à titre prioritaire pour intégrer plus avant les transferts monétaires et les bons d'alimentation dans le portefeuille d'activités du PAM.

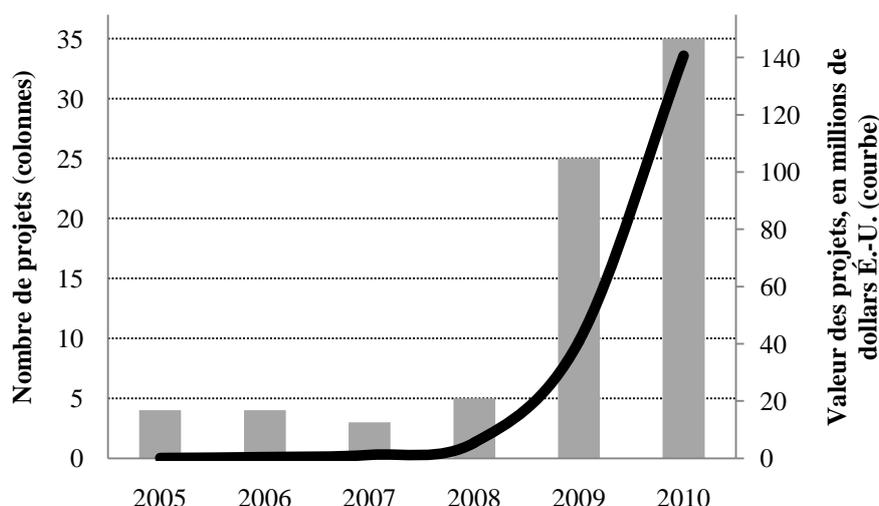
ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET ÉTAT DE LA SITUATION

3. Depuis 2008, le PAM a beaucoup accru sa participation à la programmation d'activités faisant intervenir des transferts monétaires et des bons d'alimentation. Entre 2008 et 2010, le nombre de projets prévus reposant sur ces modalités a été multiplié par sept, passant de 5 en 2008 à 35 en 2010 (Figure 1). De même, la valeur de ces projets a augmenté, passant de 5,4 millions de dollars É.-U. en 2008 à 41 millions de dollars en 2009 et 140 millions de dollars en 2010; elle devrait encore croître en 2011.

¹ Bien qu'étant axés sur le marché, les transferts monétaires et les bons d'alimentation représentent deux formes d'assistance distinctes: les premiers permettent de donner de l'argent aux bénéficiaires tandis que les seconds permettent aux bénéficiaires de se procurer des vivres en quantité déterminée ou pour un montant précis dans certains magasins.

² WFP/EB.2/2008/4-B.

Figure 1: Nombre de projets prévus et valeur totale (2005–2010)



4. La valeur moyenne des projets planifiés a légèrement augmenté, passant de 1,6 million de dollars en 2009 à 3,4 millions de dollars en 2010. Certains portefeuilles de pays comprennent des interventions de grande envergure, comme celles menées en Haïti (46 millions de dollars), au Bangladesh (20 millions de dollars) et au Pakistan (13 millions de dollars).
5. Le PAM a systématiquement appliqué sa politique de 2008 en matière de transferts monétaires et de bons d'alimentation, dont la mise en pratique s'est développée de manière exponentielle alors que les capacités internes étaient certes en expansion mais tout de même limitées et que les partenaires coopérants potentiels manquaient souvent de moyens.
6. Sur les 15 initiatives en cours, 5 entraînent dans le cadre d'opérations d'urgence, 9 dans celui d'interventions prolongées de secours et de redressement, et 1 relevait d'un programme de pays. Cinq de ces 15 projets prévoyaient des transferts exempts de conditions, tandis que dans les 10 autres cas, les transferts étaient assortis de conditions. On dénombrait en moyenne 66 000 bénéficiaires, les chiffres allant de 2 000 personnes en République démocratique populaire lao et au Mozambique à 300 000 au Bangladesh. Près des deux tiers des projets avaient une durée inférieure à un an.
7. En 2008, les projets relatifs aux transferts monétaires et aux bons d'alimentation étaient principalement réalisés dans des pays relevant du Bureau régional de Bangkok (Asie) et du Bureau régional du Caire (Moyen-Orient, Asie centrale et Europe orientale). Actuellement, des projets de ce type sont menés dans toutes les régions. Les contextes sont également désormais plus variés: les actions englobent des interventions en cas de catastrophe naturelle (Haïti et Pakistan) ou de choc économique en milieu urbain (Afghanistan et Burkina Faso), la lutte contre la malnutrition chronique chez l'enfant en milieu rural (Ouganda) ou l'insécurité alimentaire saisonnière (Bangladesh et Malawi), ainsi que l'appui aux groupes spéciaux (réfugiés en Syrie, par exemple).
8. En 2010, plus de 60 pour cent des projets avaient fait appel à des dispositifs de distribution traditionnels, comme les bons d'alimentation en papier ou les transferts monétaires directs. Ont également été utilisés les bons électroniques (sept projets), les cartes de débit ou les cartes à puce (quatre projets), et la monnaie électronique (deux projets). Les organismes chargés des transferts monétaires étaient le plus généralement des

banques ou des correspondants bancaires (40 pour cent) et des organisations non gouvernementales (ONG) (30 pour cent); en outre, des institutions de microfinancement, des sociétés de télécommunications, des bureaux de poste et des sociétés de sécurité ont eux aussi assuré des transferts.

PROBLÈMES ET ENJEUX RÉCENTS

Sélection des types de transfert et effets de ceux-ci

9. Comme le prévoyait la politique de 2008, les transferts monétaires et les bons d'alimentation sont venus étoffer la panoplie d'outils à la disposition du PAM. Au moment de décider du type de transfert à adopter dans un contexte donné, il importe de tenir compte de plusieurs facteurs qui ont une incidence sur la conception, le déroulement et les effets des programmes, notamment les objectifs de l'intervention, le mode de fonctionnement des marchés, l'existence de systèmes financiers et de mécanismes de distribution, les conditions de sécurité, les coûts de mise en œuvre (efficacité) et les effets escomptés (efficacité), ainsi que les préférences des bénéficiaires. On s'est servi des meilleures pratiques dégagées de l'exécution des programmes pour valider ces facteurs.
10. Compte tenu du nombre de facteurs à prendre en considération, la sélection du type de transfert est un processus itératif qu'il faut réviser périodiquement afin de veiller à ce que les meilleures décisions soient prises³. Ainsi, il est nécessaire de disposer de données concrètes sur les coûts et les effets d'un instrument donné au regard des objectifs dans un contexte particulier. Par exemple, le recours aux bons d'alimentation pour réduire l'incidence de l'insuffisance pondérale chez l'enfant pourrait avoir des effets et des coûts différents selon que l'intervention serait menée en milieu rural en Afghanistan ou en milieu urbain au Kenya, surtout si les conditions du marché sont très dissemblables. Certains éléments pris en compte au moment de la conception, comme la fréquence des distributions ou le ciblage des femmes, semblent également influencer sur la performance des programmes.
11. Jusqu'à présent, l'expérience montre que la performance comparative des différents instruments dépend du contexte. Ainsi, il ne faut pas présumer que les bons d'alimentation sont toujours moins coûteux que l'achat de vivres sur le plan local. Les économies d'échelle générées par l'achat d'importants volumes de produits alimentaires auprès d'un petit nombre de fournisseurs permettent au PAM de bénéficier en fin de compte de prix moins élevés, ce qui est parfois plus avantageux que la réduction des coûts de manutention des vivres découlant des programmes de bons d'alimentation exécutés par l'intermédiaire de réseaux de détaillants dispersés. De même, lorsque la production locale n'est pas compétitive ou que l'inflation est élevée, les interventions appuyées par des transferts monétaires ne sont pas nécessairement plus économiques que celles faisant appel à des produits alimentaires importés.
12. La phase de mise en œuvre en est encore à un stade trop précoce pour que l'on puisse résoudre catégoriquement ces dilemmes. Avec l'appui du Gouvernement espagnol, le PAM s'emploie aux côtés de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) à élaborer, exécuter et évaluer rigoureusement un ensemble de programmes de

³ Par exemple, il peut fort bien y avoir des systèmes bancaires en place, mais sur fond de conditions de sécurité inquiétantes, comme c'est le cas dans nombre de taudis situés dans les zones périurbaines. Lorsqu'il existe des carences en micronutriments alors que les marchés des produits alimentaires sont opérationnels, la question qui se pose est de savoir s'il faut distribuer des aliments enrichis ou opter pour des interventions appuyées par des transferts monétaires. Dans certains cas où les marchés fonctionnent, la distribution de vivres peut tout de même constituer une solution plus efficace que les bons d'alimentation.

transferts monétaires et de bons d'alimentation menés dans cinq pays de différentes régions (Équateur, Niger, Ouganda, Timor-Leste et Yémen). À partir d'essais contrôlés randomisés, cette initiative produira des données quantitatives et qualitatives originales et extrêmement fiables sur les effets et les coûts comparatifs des interventions. Ces travaux actuellement en cours seront achevés début 2012, à la suite de quoi les conclusions seront rassemblées et diffusées.

13. L'éventail actuel des interventions et des meilleures pratiques permet déjà de recueillir des premières informations utiles sur les effets. Dans certains cas, les transferts monétaires et les bons d'alimentation ont amélioré la diversité du régime alimentaire (Bangladesh, Malawi et Sri Lanka). Les problèmes liés aux disparités entre les sexes au sein des ménages peuvent influencer sur ce résultat, car il apparaît que lorsque les femmes ont la maîtrise des transferts monétaires, les achats de denrées alimentaires augmentent (Sri Lanka). Les ménages utilisent souvent les transferts monétaires pour se procurer des protéines de meilleure qualité et des aliments riches en micronutriments (Malawi). L'utilisation des bons d'alimentation permet aux bénéficiaires d'avoir accès à des denrées périssables comme les produits laitiers, ce qui serait impossible si l'on procédait à des distributions directes de vivres. Des téléphones portables ont été utilisés pour faire parvenir des transferts monétaires aux bénéficiaires (Kenya et Philippines). Les bons électroniques ont stimulé les marchés locaux et permis de mieux gérer les opérations, notamment grâce à un logiciel assurant le suivi en temps réel des programmes et de leur financement (Syrie, Territoire palestinien occupé, Zambie et Zimbabwe). Au Burkina Faso, où la situation économique s'est dégradée au cours de l'exécution du programme (les prix des denrées alimentaires sont restés élevés alors que l'emploi a reculé), il est évident que les bons d'alimentation ont protégé les disponibilités alimentaires des ménages, comme en témoignent leur utilisation presque immédiate et le volume élevé d'achats de céréales de base. Les bons d'alimentation ont aussi réduit les pertes subies par les bénéficiaires du fait du stockage des vivres en leur permettant d'acheter des denrées au moment où ils en avaient besoin.

Échelle, diversité des opérations et capacités

14. Une analyse rapide des opérations menées en 2009 semble indiquer qu'il y aurait lieu d'envisager le recours aux transferts monétaires et aux bons d'alimentation pour une bonne moitié des opérations du PAM, ce qui pourrait permettre des économies. Sans être définitives, les conclusions de cette analyse laissent néanmoins entendre que le recours à ces deux instruments pourrait être considérablement étendu. Nombreux sont ceux qui souhaitent que le PAM accroisse rapidement son utilisation des transferts monétaires et des bons d'alimentation; gouvernements hôtes, partenaires de développement et organisations de la société civile appellent à recourir davantage à ces instruments car ils sont considérés par beaucoup comme ayant un meilleur rapport coût/efficacité et des effets positifs plus marqués et plus durables sur les économies locales.
15. Dans le cadre de l'approche "prudente mais décidée" adoptée vis-à-vis de la mise en œuvre des politiques, l'échelle moyenne des opérations de transferts monétaires et de bons d'alimentation du PAM reste relativement modeste par rapport à certaines initiatives nationales telles que le programme de protection sociale fondé sur des activités productives mené en Éthiopie, au titre duquel 3,5 millions de ménages bénéficient de transferts monétaires, ou le programme de cartes "watan" au Pakistan, qui appuie deux millions de familles⁴. Le PAM s'est en outre efforcé à quelques reprises d'associer transferts en

⁴ L'échelle des interventions est aussi limitée par le plafond de 3 millions de dollars imposé aux opérations faisant intervenir des transferts monétaires et des bons d'alimentation dans la directive correspondante de 2007.

espèces, bons d'alimentation et distributions de vivres ou de pratiquer successivement ces modes d'intervention.

16. Afin que le PAM puisse amplifier ses programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation, il faudra investir davantage dans le renforcement des capacités analytiques et la mise en place de systèmes permettant de répertorier et d'institutionnaliser les meilleures pratiques, tout en assurant une mise en œuvre maîtrisée et responsable. À cet effet, le PAM a lancé l'initiative Aide monétaire au service du changement, qui vise à recenser les problèmes qui font obstacle à l'amplification de l'emploi des transferts monétaires et des bons d'alimentation et à y remédier. Sous la houlette de la Division des programmes, l'initiative mobilise dix divisions, ainsi que les bureaux régionaux et les bureaux de pays, en vue de définir les compétences et les mécanismes nécessaires au sein du PAM pour assurer la mise en place des processus et contrôles indispensables à la conception et à la mise en œuvre de programmes viables, efficaces et efficaces. On veillera dans le cadre de cette initiative à ce que le logiciel utilisé et les autres technologies exploitées, les contrôles exercés au niveau des processus financiers et les moyens logistiques mobilisés suivent un modèle commun et soient adaptés, en cas de besoin, au contexte propre à chaque programme.

Limites et objectifs de l'assistance alimentaire du PAM appuyée par des transferts monétaires

17. En vertu de la politique de 2008, les interventions du PAM fondées sur les transferts monétaires et les bons d'alimentation devraient viser à favoriser l'accès immédiat des populations vulnérables à la nourriture et à la nutrition selon des modalités qui contribuent à la réalisation des Objectifs stratégiques du Programme et à l'obtention des résultats souhaités. Pour répondre aux priorités mises en avant par les bénéficiaires ou aux requêtes formulées par les gouvernements hôtes, les donateurs ou les partenaires, le PAM se sert parfois des projets faisant appel à des transferts monétaires et à des bons d'alimentation pour renforcer la sécurité alimentaire plutôt que pour apporter une assistance alimentaire immédiate. L'approche "prudente mais décidée" peut amener à devoir arbitrer entre occasion à saisir et risque encouru.
18. Au chapitre des occasions à saisir figure la multiplication des possibilités: i) d'intervenir dans des zones où les taux de faim et de malnutrition sont très élevés et où le contexte se prête mieux aux interventions n'impliquant pas de transferts alimentaires; ii) de promouvoir et de développer les marchés des produits alimentaires et agricoles; iii) d'aider à accroître les effets des interventions impliquant des transferts alimentaires (par exemple en élargissant la gamme des moyens d'existence); et iv) de contribuer à la viabilité du transfert de la responsabilité des programmes aux gouvernements, aux communautés et aux partenaires.
19. Les risques sont liés: i) à une plus grande subjectivité au moment de déterminer les interventions à appuyer, étant donné qu'elles peuvent toutes être liées d'une façon ou d'une autre à la sécurité alimentaire; ii) aux nouvelles responsabilités à assumer dans les fonctions relevant du cycle des projets, en matière notamment d'examen préalable de la situation, de conception, d'exécution, de suivi et d'évaluation, ce qui implique différents besoins en matière de soutien technique; iii) à la complexité accrue du travail d'élaboration de directives cohérentes, des opérations de mesure des résultats institutionnels, et du recrutement et de la mise en valeur des ressources humaines appropriées; et iv) au possible affaiblissement de l'avantage comparatif du PAM dans le domaine de l'assistance alimentaire.

20. Comme indiqué dans la politique de 2008, ces occasions et ces risques sont propres à chaque contexte et doivent être soigneusement soupesés pour veiller à ce que les interventions soient viables et conformes au double mandat du PAM qui consiste à mener des opérations d'urgence en cas de crise humanitaire et à promouvoir le développement à long terme afin de briser le cycle de la faim et de la pauvreté.

Technologie

21. Une évolution majeure à signaler depuis 2008 est la rapide expansion de la technologie et de l'infrastructure utilisées pour assurer les transactions en espèces, même dans les zones rurales reculées⁵. Il s'agit notamment du recours aux téléphones portables (par exemple aux Philippines et en Syrie), aux services bancaires mobiles et aux cartes à puce (comme au Malawi), ainsi qu'à divers outils en ligne, numériques ou biométriques servant à vérifier l'identité des bénéficiaires et à assurer l'exécution et le suivi (comme en Zambie). L'évolution constante de la technologie offre non seulement de nouvelles possibilités de porter assistance aux bénéficiaires mais aussi des moyens plus efficaces et efficaces de contrôler les flux financiers et d'atténuer les risques. C'est là une formidable occasion pour le PAM de nouer de nouveaux partenariats opérationnels, notamment avec le secteur privé.
22. Nombre de bureaux de pays ont du mal à trouver les moyens appropriés pour se connecter aux plates-formes existantes. Les solutions diffèrent selon les contextes tant du point de vue des coûts que de la pertinence, notamment pour ce qui est des frais d'installation par rapport aux frais d'exploitation, de la connectivité dans les zones ciblées et de la capacité des bénéficiaires d'utiliser les applications. L'adoption d'applications de pointe doit être soupesée au regard de la nécessité d'assurer la pertinence et l'adéquation des programmes. Il est de plus en plus évident que la technologie est devenue un élément indispensable du stade de la conception, mais elle ne devrait pas être la considération principale lorsqu'il s'agit de décider de la pertinence des interventions. Outre la bonne performance financière et technique, il importe de rechercher des solutions adaptées aux besoins du PAM, en s'employant non seulement à ménager une grande souplesse dans la prise en compte des besoins des bénéficiaires, mais également à faciliter le respect des obligations redditionnelles, le contrôle et l'atténuation des risques.

Financement

23. La pratique consistant à intégrer les activités faisant intervenir des transferts monétaires et des bons d'alimentation dans la structure des coûts du PAM, qui est fondée sur le volume des produits, a rendu difficiles la planification, l'établissement des coûts comparatifs, et la gestion et l'exécution de ce type d'activités. Elle a également compliqué la définition de points de référence permettant de faire des comparaisons entre projets, d'évaluer la performance et de mesurer les effets.
24. Les modifications du cadre de financement récemment approuvées (WFP/EB.2/2010/5-A/1) permettent au PAM de mobiliser des ressources pour les activités alimentaires et non alimentaires, soit conjointement soit séparément, et d'isoler les coûts des activités non alimentaires à l'intérieur des projets. Cette option augmentera la transparence, renforcera la planification et la gestion, et permettra d'établir des liens plus manifestes avec les indicateurs de performance retenus pour les différentes activités. Le coût des denrées par tonne sera aisément identifiable, ce qui permettra d'établir des points

⁵ Harvey, P., Haver, K., Hoffmann, J. et Murphy, B. 2010. *Delivering Money: Cash Transfer Mechanisms in Emergencies* (Aide monétaire: les mécanismes de transferts monétaires en situation d'urgence). Cash Learning Partnership, Londres.

de référence plus précis et facilitera la comparaison entre projets des activités reposant sur les produits alimentaires.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES

25. Plusieurs priorités concernant les investissements à moyen terme ont été dégagées. Elles seront prises en compte lors de la préparation de l'initiative Aide monétaire au service du changement.
26. *Veiller à ce que la programmation repose sur des évaluations préalables.* Le PAM devrait continuer à investir dans le perfectionnement des évaluations préalables et des analyses de manière à veiller à ce que l'emploi des vivres, des transferts monétaires et des bons d'alimentation repose sur des éléments d'information fiables et propres à chaque contexte. Les évaluations des besoins, des marchés et des mécanismes de distribution jouent un rôle majeur dans la prise de décisions. Il est indispensable de fonder la programmation sur des évaluations pour garantir que l'instrument approprié sera mis en place au bon moment et au bon endroit.
27. *Établir des protocoles et des contrôles pour amplifier de manière pertinente les programmes de bons d'alimentation et de transferts monétaires.* L'expérience montre qu'il faut investir dans trois domaines pour pouvoir donner plus d'ampleur aux programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation: i) renforcement et amélioration des instructions relatives à l'élaboration des programmes; ii) conception et exécution d'un programme de renforcement des capacités pour le PAM; et iii) perfectionnement des outils et des systèmes permettant de mesurer les résultats et de rendre compte de l'utilisation des ressources. Dans le cadre de l'initiative Aide monétaire au service du changement, des responsables seront désignés dans le domaine des opérations et de l'exécution pour aider à élaborer des protocoles, des outils et de la documentation. L'initiative encouragera les synergies entre divisions et la collaboration avec les bureaux régionaux et les bureaux de pays, tout en appuyant les antennes locales. L'objectif primordial sera d'assurer un encadrement étayé par du matériel d'orientation relatif aux programmes et par une formation. Les besoins en matière de capacités dans différents contextes, y compris les besoins propres aux pays à revenu intermédiaire, seront pris en compte.
28. *Technologie, gestion des risques et obligation redditionnelle.* Le PAM continuera à améliorer sa gestion des activités de transferts monétaires et de bons d'alimentation en faisant appel aux solutions les plus efficaces et les plus efficaces pour assurer le suivi, maîtriser les coûts unitaires tout au long de la chaîne et gérer les risques. Il recherchera également les moyens techniques propres à rendre plus efficace la mise en œuvre des programmes portant sur ce type d'activité.
29. *Renforcer la gestion axée sur les résultats.* Le PAM continuera à investir dans un système de suivi et d'évaluation de ses activités relatives aux transferts monétaires et aux bons d'alimentation, qui ne cessent de croître, dans le but d'en élargir la mise en œuvre et d'en renforcer les effets; il faudra à cet effet nouer des partenariats entre divisions.
30. *Forger des partenariats stratégiques et techniques.* Le PAM est bien placé pour devenir chef de file dans le domaine des transferts monétaires et des bons d'alimentation visant à assurer l'accès à la nourriture. Des partenariats stratégiques et techniques, y compris avec le secteur privé, les gouvernements, les organismes internationaux et les ONG, peuvent permettre de mieux tirer parti de ce potentiel en facilitant l'exécution appropriée, rapide et coordonnée des activités de transferts monétaires et de bons d'alimentation et en diffusant les enseignements et les meilleures pratiques dans ce domaine. Le PAM travaille avec des ONG qui ont l'expérience de la mise en œuvre de programmes de transferts monétaires et

de bons d'alimentation, et, dans le cadre de l'initiative *Cash Learning Partnership*⁶, il étudie les moyens de coordonner l'action menée en vue de renforcer les capacités. Il a également conclu des accords de partenariat avec la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes des Nations Unies, ce qui constitue une base solide pour poursuivre les initiatives conjointes dans ce domaine.

31. *Assurer la bonne intégration des programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation dans les systèmes de protection sociale et les filets de sécurité nationaux.* Le PAM veillera à ce que les programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation soient exécutés en conformité avec les systèmes de protection sociale et les filets de sécurité mis en place par les pays et, le cas échéant, il appuiera leur établissement, leur élargissement ou leur perfectionnement. À cet égard, il collabore actuellement avec les Gouvernements brésilien et mexicain, par exemple, pour veiller à ce que ses programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation bénéficient des meilleures pratiques, des données factuelles et des initiatives de renforcement des capacités issues des systèmes de protection sociale et des filets de sécurité de ces pays.

⁶ Cash Learning Partnership, qui regroupe plusieurs ONG (Oxfam, Save the Children, la Croix-Rouge britannique, le Conseil norvégien pour les réfugiés et Action contre la faim), a été mis en place dans le but de tirer les enseignements de la programmation de transferts monétaires et de bons d'alimentation, de les consigner et de diffuser les résultats (<http://www.cashlearning.org/>).